



HAL
open science

Les commerçants étrangers d'origine africaine dans les quartiers de Maputo (Mozambique) : quels droits à la ville ?

Catherine Fournet-Guérin

► To cite this version:

Catherine Fournet-Guérin. Les commerçants étrangers d'origine africaine dans les quartiers de Maputo (Mozambique) : quels droits à la ville?. *Cybergeog* : Revue européenne de géographie / *European journal of geography*, 2018. hal-03200504

HAL Id: hal-03200504

<https://hal.science/hal-03200504>

Submitted on 16 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les commerçants étrangers d'origine africaine dans les quartiers de Maputo (Mozambique) : quels droits à la ville ?

Catherine Fournet-Guérin

Professeure de Géographie

Lettres Sorbonne université

UFR géographie et aménagement et UMR 8185 Espaces, nature et culture, Paris, France

cfournetguerin@orange.fr

À Maputo, la capitale politique et économique du Mozambique, métropole de plus de trois millions d'habitants, vivent un nombre limité d'étrangers, mais très visibles dans l'espace urbain en raison de leur activité dominante dans le commerce de détail, alimentaire ou non. Cette activité commerciale s'exerce de manière fixe et formelle, en particulier à travers la forme du conteneur aménagé en épicerie de quartier. Ces boutiques de proximité sont le plus souvent tenues par des commerçants d'origine africaine, qu'il s'agisse de réfugiés de la région des Grands Lacs ou de ressortissants d'Afrique de l'Ouest. L'article examine leurs origines, leurs motivations dans le choix de Maputo, leurs projets de vie, les représentations réciproques entre les citoyens maputéens et ces commerçants africains, à partir du concept de droit à la ville, entendu en tant que reconnaissance des étrangers par les locaux comme habitants de la ville à part entière. Pour ce faire, une approche ethnographique à partir de la vie quotidienne des commerçants africains et des interactions avec les citoyens maputéens est mise en œuvre.

Maputo, commerçants de détail, droit à la ville, migrations internationales, réfugiés, pratiques spatiales, vie quotidienne, représentations sociales

Foreign African Retail Shop-owners in the Peripheral Areas of Maputo (Mozambique): Which Rights to the City?

In Maputo, the politic and economic capital of Mozambique, a short number of foreigners have been settling since the 2000s. Although they are not numerous, they are very visible in the urban space because of their main activity in retail shops, selling food or other goods. These shops are in the formal sector and the main pattern is a container converted in a local grocer's shop which can be observed in every area of the city. They are run by African shop-owners coming either from the Great Lakes area, mainly as refugees, or from Western Africa. The paper focuses on their origins, their motivations for choosing Maputo, their life projects, and the reciprocal representations between city dwellers of Maputo and African shop-owners. The key question is how to deal with the dimension of rights to the city, in the extent that locals give right to recognition to foreigners as full inhabitants as well as them. The methodology is based on an ethnographic approach focused on everyday life of the African shop-owners and on the cross relations between them and the city dwellers.

Maputo, Retail Shop-owners, Right to the City, International Migrations, Refugees, Spatial practices, everyday life, social representations

À Maputo, la capitale politique et économique du Mozambique, métropole de plus de trois millions d'habitants, vivent des étrangers en nombre limité, mais très visibles dans l'espace urbain en raison de leur activité dominante, dans le commerce de détail, alimentaire ou non, laquelle s'exerce de manière fixe et formelle. Parmi ces étrangers, une partie est originaire de Chine et une autre du continent africain¹. Ces Africains non-mozambicains, commerçants, identifiés comme étrangers par les habitants d'origine mozambicaine, font l'objet du présent article.

État de l'art : migrants africains au sein du continent, migrants au Mozambique

Beaucoup d'études récentes ont été consacrées aux commerçants ambulants ou circulants (par exemple Péraldi, 2002), moins aux commerçants sédentaires qui contribuent à l'approvisionnement au quotidien des citoyens. Cependant, ces études concernent souvent des espaces et des groupes migrants caractérisés par des différentiels importants de niveaux de vie (Ma Mung et Guillon, 1986, à propos des commerçants maghrébins en France). À l'échelle du continent africain, les études sont moins nombreuses et celles consacrées aux étrangers ne portent pas particulièrement sur les commerçants, ou alors seulement dans des pays caractérisés par une circulation de richesse plus importante, comme l'Afrique du Sud (Bouillon, 1999 ; Ludl, 2010), la Côte d'Ivoire (Bredeloup, 2005) ou le Gabon (Cissé, 2009). Si quelques travaux se concentrent sur les commerces et sur les commerçants chinois, nouveaux acteurs depuis la fin des années 1990, très visibles et frappant tant les citoyens locaux que les observateurs étrangers (Bourdarias, 2009 ; Diop, 2011), les commerçants africains vivant dans un autre pays d'Afrique retiennent beaucoup moins l'attention. Au Mozambique, les études portant sur les étrangers sont pour l'essentiel consacrées aux réfugiés (Miambo, 2017), aux migrants irréguliers cherchant à s'installer dans les zones minières du nord du pays (Wetimane, 2012) ou aux commerçants chinois (Bunkenborg, 2014). Le sujet est donc pour ainsi dire inexistant dans la production scientifique. Le chercheur sud-africain Paul Jenkins, auteur d'une étude assez riche et récente sur Maputo n'évoque pas ce commerce étranger (Jenkins, 2013) et les recherches bibliographiques menées sur place ont confirmé ce silence, hormis quelques mémoires universitaires peu diffusés (Macamo, 2006 ; Malauene, 2004 ; Mulungo, 2012). Pour autant, le thème est riche car il permet de mettre l'accent sur des expériences de gens qui ont quitté, souvent contraints, leur pays, pour diverses raisons, et qui se sont bien insérés dans leur ville d'accueil actuelle. Or, cette situation est loin d'être le cas dans nombre de villes d'Afrique, où les étrangers peuvent subir discriminations, exclusion du marché de l'emploi formel et violences.

Cadres théoriques : droits à la ville et pratiques ordinaires

D'un point de vue plus théorique, la réflexion sur les commerçants étrangers est ancienne et sans cesse renouvelée, depuis les travaux pionniers de Georg Simmel (1908) puis de ceux des sociologues de l'école de Chicago. Bien des éléments repérés dans le contexte nord-américain du début du XX^e siècle sont similaires à Maputo, dans un cadre

1 Diverses estimations évoquent quelques milliers de personnes concernées tout au plus, sans qu'il soit possible d'être plus précis. En effet, il est difficile d'extraire les données relatives à la seule capitale ; en 2017, le service de l'immigration a refusé d'accéder à ma demande. Toutefois, à l'échelle du Mozambique, le *World Migration Report* indique 450 000 étrangers en 2010, un nombre en hausse continue dans les années 2000 (le recensement de 2007 n'en dénombre qu'un peu plus de 200 000). Cela correspond à 1,8 % de la population totale. Par ailleurs, il y a environ 28 500 réfugiés et demandeurs d'asile officiellement enregistrés dans le pays, en 2018, dont 3 560 pour la ville de Maputo (source officielle, INAR). L'association des Congolais de République Démocratique du Congo a comptabilisé 3 854 ressortissants à Maputo en 2014, celle des Guinéens en annonce « plus de mille », sans qu'il soit possible de vérifier ces chiffres (sources : responsables d'associations d'originaires).

pourtant fort différent. Dès lors, la question consiste ici non pas seulement à proposer une étude portant sur les commerçants étrangers en ville, mais également à envisager leur présence selon l'approche théorique du droit à la ville. On défendra une acception d'un droit à la ville fondé sur les expériences et pratiques quotidiennes des citoyens (Morange et Spire, 2014) et, loin d'une approche normative ou revendicative de ce droit (Lefebvre, 1968), on l'entendra comme un droit à être en ville, à y rester, à s'y déplacer, à y être tranquille, que ce soit en termes de sécurité comme de sérénité relatives. En effet, on postule que bien qu'ils soient en position *a priori* subalterne en raison de leur extranéité, et vulnérables, qui plus est dans un pays pauvre et étant eux-mêmes originaires de pays tout aussi pauvres, des formes d'intégration et des interactions se sont développées avec la société locale, contribuant à construire des citadinités étrangères élaborées. Le droit à la ville peut alors être entendu non seulement comme la possibilité de rester en ville pour qui n'en est pas originaire, mais plus encore comme la possibilité de l'accès à une vie urbaine pleine et entière : la ville est alors envisagée comme un espace d'émancipation. Pour les étrangers, il s'agit alors d'une forme particulière de légitimation du fait de vivre en ville par des pratiques ordinaires ; c'est ainsi que l'entend Mitchell (2003), c'est-à-dire au sens d'accès à la ville par l'usage de l'espace public. Il n'est pourtant pas question ici de lutte pour cet accès. Le cas présenté va dans le sens du désir d'une vie ordinaire, similaire à celle des autres citoyens, d'une forme d'invisibilité et d'une indifférence recherchées par les étrangers, loin d'une position politique revendicative. On se propose donc d'envisager le droit à la ville comme l'absence de crispations envers des groupes étrangers minoritaires et, *a contrario*, comme l'accès fluide à la mobilité quotidienne et à la sécurité dans l'espace public, à l'installation résidentielle ou aux loisirs, entre autres.

Méthodologie

Afin de contribuer à ces approches, une méthodologie qualitative, de type ethnographique, a été mise en œuvre. Les résultats ici présentés sont issus de travaux de terrain exploratoires ainsi que de travaux collectifs menés dans le cadre d'un programme de recherche consacré aux formes du droit à la ville dans huit métropoles de pays du Sud, ce qui a permis de tester la validité du cadre théorique² et de confronter les premiers résultats ici présentés à d'autres menés dans d'autres villes. Au cours de deux missions de terrain de deux semaines, en 2015 et 2017, ont été rencontrés 45 commerçants étrangers³, résidant dans plusieurs quartiers de Maputo, originaires de onze pays différents et impliqués dans diverses activités telles que le prêt-à-porter ou l'épicerie de quartier. La méthode est qualitative, fondée sur des observations directes, des entretiens semi-directifs conduits avec des commerçants en trois langues (portugais, français ou anglais) sur leurs lieux de travail et des discussions avec des personnes ressources mozambicaines. Ces commerçants ont été rencontrés au hasard, au cours de marches dans différents quartiers de la ville (centraux et périphériques) de sorte à couvrir la diversité socio-spatiale de celle-ci (cf. carte 2). La prédominance des commerçants africains dans le commerce de détail est telle qu'il était aisé d'aller vers les gérants, de les aborder en français ou en anglais selon le type de

2 Il s'agit du programme de recherche « Repenser le droit à la ville depuis les villes du Sud, regards croisés Afrique subsaharienne /Amérique latine » (Ville de Paris, Université Paris Diderot, 2014-2018). Voir <http://dalvaa.hypotheses.org/> pour une présentation des objectifs théoriques, des méthodes et des villes.

3 Un tel échantillon n'a pas la prétention d'être représentatif, mais s'avère significatif car à de nombreuses reprises, les réponses apportées étaient similaires, dans des proportions très élevées. Il permet en outre de couvrir tous les types de commerces formels, dans tous les types de quartiers de la ville. Une étude reste à mener qui recenserait en les localisant avec précision tous les commerçants étrangers africains (cartographie avec relevés GPS par exemple), en précisant les types d'activité, les nationalités et les lieux d'implantation. Il est pour l'heure impossible de les quantifier (quelques milliers ?) faute de statistiques officielles. L'étude est donc nécessairement empirique et partielle. Enfin, la présente étude se fonde, en l'actualisant et en la complétant, sur un travail publié au Mozambique portant sur le même sujet, mais sans dimension géographique (Serra, 2010) : à plusieurs reprises, les données recueillies seront confrontées à celles des chercheurs ayant collaboré à cet ouvrage sociologique.

commerce, d'exposer le thème de la recherche et de mener l'entretien debout, à la place des clients, avec le commerçant qui gérait en même temps ses affaires. Certains entretiens se sont déroulés en portugais, quand les commerçants ne parlaient ni le français ni l'anglais. Les entretiens ont été menés seule, sans accompagnateur, ce que les personnes ressources mozambicaines (des chercheurs) recommandaient, dans un contexte général de défiance envers l'État et les pouvoirs publics. Très peu de commerçants ont refusé la discussion, beaucoup se sont montrés au contraire désireux de raconter leur expérience et de discuter dans la langue européenne véhiculaire de leur pays d'origine, en français ou en anglais donc. La grille d'entretien était souple, fondée sur quelques questions larges pour entrer en matière⁴. L'approche s'inscrit ainsi dans le champ des études qui tentent d'envisager les mouvements humains internationaux à partir des pratiques et représentations des gens, dans une ethnographie du quotidien à l'échelle locale (Simon-Lorière, 2013).

Objectifs

Il s'agit de voir dans quelle mesure ces commerçants africains sont présents et acceptés dans l'espace urbain, quelles y sont leurs possibilités concrètes de se comporter comme des citoyens ordinaires, et comment ils envisagent leur vie actuelle en tant qu'étrangers. Après avoir présenté le Mozambique, puis Maputo, comme des destinations migratoires à l'échelle de l'Afrique tout entière, il sera examiné quelles sont les représentations réciproques entre commerçants étrangers et citoyens locaux. Cela conduira pour finir à étudier dans quelle mesure on peut parler d'une certaine forme de droit à la ville pour ces commerçants africains.

1. Le Mozambique comme destination migratoire : une présence marquée des commerçants étrangers originaires d'Afrique

À l'échelle internationale, le Mozambique est souvent envisagé comme un pays d'émigration et non d'immigration. Cela s'explique par le voisinage avec l'Afrique du Sud, pays dans lequel vivent toujours de très nombreux ressortissants mozambicains (450 000 en 2015, selon l'OIM), et par la fuite de millions de personnes durant la guerre civile (1975-1992). L'attraction migratoire du Mozambique est méconnue, celle de sa capitale encore plus car les études sur les étrangers se concentrent sur les zones minières.

Un contexte historique post-colonial favorable à divers mouvements de populations d'envergure continentale

Pour comprendre les motifs de la présence dans le secteur du commerce de détail des étrangers à Maputo, il faut s'intéresser à l'histoire du pays. Indépendant depuis 1975 à la suite d'une guerre contre la puissance coloniale portugaise, le Mozambique connaît ensuite une longue guerre civile alimentée par le contexte géopolitique international de la guerre

4 Entre autres questions d'introduction et à titre d'exemple : D'où êtes-vous originaire (pays, ville et/ou région) ? Depuis quand vivez-vous à Maputo ? Pourquoi y êtes-vous venu ? Par la suite, des questions plus précises portant sur la vie quotidienne, l'insertion urbaine et les liens avec la ville, la population mozambicaine et avec les autres pays d'Afrique et l'étranger étaient posées. Par exemple : Aimez-vous Maputo ? Pourquoi ? Trouvez-vous que Maputo est une belle ville ? Qu'est-ce que vous faites quand vous ne travaillez pas ? Quels sont les autres endroits de Maputo que vous connaissez ? Ceux que vous aimez bien ? Quand y allez-vous et pourquoi faire ? Avec qui ? Avez-vous des amis mozambicains ? Y a-t-il une association de votre pays d'origine ? Où allez-vous au culte ? Pensez-vous rester à Maputo ? Est-ce que vous quittez le pays parfois ? Pour quoi faire et pour aller où ? Par exemple cette année, vous êtes allé où ? En Afrique du Sud, il y a eu de la xénophobie contre les commerçants étrangers, comment c'est ici ?

froide, et, dans le cadre régional, par l’Afrique du Sud soutenant tous les mouvements armés hostiles aux pouvoirs nés des indépendances chez ses voisins, comme le Frelimo au Mozambique. La paix n’est signée qu’en 1992. Durant la période qui suit, les circuits commerciaux sont défaillants, mal organisés et il faut approvisionner une capitale excentrée, qui était avant l’indépendance largement dépendante de l’Afrique du Sud. Ainsi, depuis les années 1990, le secteur commercial est à reconstruire. À Maputo, profitant du tournant libéral de l’économie nationale, de nombreux entrepreneurs se lancent dans les importations de biens de base depuis l’Afrique du Sud (Vidal, 2014). Les Maputéens n’ont pas d’expérience du commerce libre puisqu’avant cette période, pour s’approvisionner, il fallait soit se rendre dans les rares marchés de la ville comme Xipamanine ou Xiquelene, soit dans le centre commercial historique d’origine coloniale, la Baixa, et faire ses emplettes auprès des commerçants indo-mozambicains⁵ (Zamparoni, 2000). Lors des entretiens, nombre de personnes ont évoqué ce souvenir et ont ainsi expliqué que les étrangers ont créé une nouvelle activité, celle du commerce de détail et de quartier, fixe, dans des locaux fermés et non en plein air, comme c’est le cas pour le commerce dit informel : “*Les Mozambicains n’ont pas l’expérience du commerce*”, explique un gérant guinéen de la Baixa ; “*Tenir un commerce sur rue, c’est honteux, donc les Mozambicains ils n’aiment pas faire ça, moi je le fais*” commente un commerçant de vins dans le quartier du Mercado Fajardo, 2015 ; “*On a tenté ici, il y avait un marché à prendre*” expose un commerçant sénégalais de la Baixa, arrivé au milieu des années 2000 de Dakar. Les étrangers ont ainsi apporté une nouveauté dans les quartiers de Maputo, qu’il s’agisse de la ville coloniale, appelée la *cidade* (la ville en portugais), ou dans les quartiers périphériques, appelés *bairros*, en croissance très rapide durant la guerre et depuis lors, en raison à la fois d’un vif accroissement naturel et de migrations de personnes originaires des campagnes, fort pauvres et peu équipées (Lachartre, 2000 ; Vivet, 2012).

Il existe cependant des contextes particuliers nés de liens politiques entre pays d’Afrique. C’est le cas de la République de Guinée, dite Guinée-Conakry, et du Mozambique. Les deux pays ont en effet choisi un modèle de développement économique et un système politique socialistes ; la Guinée en 1958 lors de son indépendance et le Mozambique en 1975. Dans ce cadre, des échanges furent mis en place par les États désireux de développer une coopération entre pays partageant les mêmes idéologies⁶. Cette coopération concerna des personnels de santé, des enseignants ou des coopérants techniques. Une femme de nationalité guinéenne, propriétaire d’un magasin de prêt-à-porter féminin dans la *cidade*, explique ainsi être venue au Mozambique en 1994, à la suite de sa tante qui était infirmière “*envoyée par Sekou Touré*”, le président guinéen de l’époque. Un autre gérant d’une boutique dans la Baixa explique : “*En 1975, la Guinée a aidé le Mozambique pour son indépendance*”. Un autre déclare, en réponse à la question sur la raison de sa présence à Maputo : “*Des Guinéens sont venus aider ; mes parents, ils ont fait ça*”.

Enfin, la politique menée par l’État mozambicain est à prendre en considération pour comprendre l’implantation de commerçants africains dans sa capitale, mais aussi dans les autres villes du pays (Serra, 2010). Le pays développe un discours officiel accueillant, d’ouverture aux étrangers, considérés comme des adjuvants bienvenus pour le développement du territoire et de l’économie. Ceci est à comprendre dans le cadre d’une

5 Comme dans toute l’Afrique orientale et australe, des personnes originaires du monde indien se sont installées au Mozambique pendant l’époque coloniale et ont pu bénéficier de conditions particulières pour développer des activités commerciales, avec une place d’intermédiaires coloniaux. Après l’indépendance, ces Indiens sont restés et ont repris les positions économiques abandonnés par les Européens. À Maputo, ceux que l’on appelle les Indo-Mozambicains sont encore nombreux et présents dans l’activité commerciale (Zamparoni, 2000). Ils louent désormais leurs locaux aux nouveaux arrivants, Africains ou Chinois, préférant plutôt maintenir leurs positions dans le commerce de gros (Bunkenborg, 2014).

6 Il en fut de même avec d’autres pays socialistes hors d’Afrique : coopération ancienne avec la République populaire de Chine ou avec Cuba notamment.

idéologie internationaliste, dans laquelle la question de la nationalité est considérée comme secondaire, tout comme celle de l'ethnicité. La nation mozambicaine s'est construite de manière ouverte à l'Autre⁷ (Cabaço, 2009).

Une politique migratoire d'accueil au Mozambique plutôt attractive pour les réfugiés africains depuis les années 1990

Il y a toutefois un fossé entre des déclarations d'intention de la part de dirigeants politiques appelant les frères africains à venir aider au développement de la jeune nation indépendante et la constitution de filières migratoires et de flux d'entrée réguliers. En effet, si les conditions d'accueil peuvent être *a priori* favorables, d'un point de vue politique, la question centrale est celle de la possibilité de faire sa vie et de gagner sa subsistance en émigration. Que nous apprennent les trajectoires des migrants africains installés à Maputo de ces possibilités ?

Les personnes rencontrées conduisent à considérer le Mozambique comme une destination choisie. Lors des entretiens, plusieurs personnes ont comparé le pays à la Tanzanie, toujours en défaveur de ce dernier. Dans ce pays, plusieurs ont été contraints de séjourner dans des camps de réfugiés et n'avaient pas le droit d'en sortir pour s'installer librement à la différence du Mozambique. D'autres expliquent n'avoir pas eu le droit d'y parler leur propre langue. Au Mozambique, une fois le statut de réfugié obtenu, au bout de six mois de séjour en général, la personne est libre de quitter le camp du HCR⁸, de circuler dans tout le pays et de s'y installer. Elle est alors titulaire d'un papier attestant de sa situation, temporaire (un an) mais renouvelable : c'est le *documento de identificação do refugiado*. Lors des entretiens, plusieurs personnes ont tenu à montrer ce papier (une carte plastifiée ou un papier de format A4) qu'elles conservaient dans leur portefeuille alors que cela ne leur avait pas du tout été demandé. Le terme de *refugiado* a ainsi complètement changé de signification en moins de vingt ans : alors que jusqu'aux années 1990, il concernait les Mozambicains fuyant la guerre, il renvoie désormais aux ressortissants des pays des Grands Lacs et de la corne de l'Afrique (Miambo, 2017). En 2017, l'INAR⁹ publie ainsi que 85 % des réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés (28 495 personnes pour le mois de décembre 2017) sont originaires des trois pays des Grands Lacs, Burundi, Rwanda et RDC. Il semble exact que le Mozambique mène une politique accueillante envers les réfugiés, même si non exempte d'ambiguïtés (Miambo, 2017). C'est du moins le cas dans les discours officiels, par exemple émanant des instances gouvernementales, tout comme dans la presse. Le Mozambique, dont les habitants ont beaucoup souffert au XX^e siècle et ont été forcés de quitter leur pays, tient à développer aujourd'hui son image de pays d'accueil : "*Beaucoup ont vécu à l'extérieur, comme réfugiés, donc maintenant, ils donnent la réciprocité, ils comprennent qu'il faut accueillir*" expose un professeur d'université d'origine rwandaise.

7 Lors de l'indépendance, les colons portugais désireux de rester dans le pays afin de contribuer à son essor ont eu le droit de le faire si tant est qu'ils s'engageaient à respecter les valeurs socialistes du nouvel État. Les autres, nombreux, ont dû partir selon des modalités dures, résumées par la formule « 24 h, 20 kg » (24 heures pour partir, 20 kg d'effets personnels seulement à emporter).

8 ACNUR en portugais, *Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados* - situé à Maratane, dans le nord du pays, proche de la ville de Nampula. Il n'existe plus qu'un seul camp d'accueil de réfugiés au Mozambique, celui de Maratane, ouvert en 2003, à la suite de la fermeture de tous les autres. Celui proche de Maputo, dans le sud, à Bobole, a été fermé à la demande pressante des autorités sud-africaines convaincues que sa localisation favorisait les passages clandestins sur son territoire. Elles ont donc fortement contribué à ce que le camp mozambicain soit situé au nord du pays, à quelque deux mille kilomètres de la capitale et, partant, de la frontière sud-africaine (cf. carte 1). Miambo (2017) explique que ce transfert a marqué le début de l'installation d'Africains à Maputo, nombreux étant ceux ayant refusé d'aller au nord du pays (plus des trois quarts).

9 *Instituto nacional de apoio aos refugiados*, Institut national de soutien aux réfugiés.

Cette politique accueillante du Mozambique est connue en Afrique : plusieurs personnes ont ainsi expliqué avoir été “appelées” par un membre de leur famille ou une connaissance : “J’avais des informations” a expliqué un homme rwandais. Certains ont explicitement dit s’être fait passer pour réfugiés pour pouvoir obtenir le statut. Ces personnes sont désormais désignées au Mozambique en tant que “faux réfugiés¹⁰”, qui soit bénéficient du statut, soit sont en fait sans statut officiel¹¹.

Le voisinage de l’Afrique du Sud, autre moteur de l’attractivité migratoire du Mozambique à l’échelle du continent africain

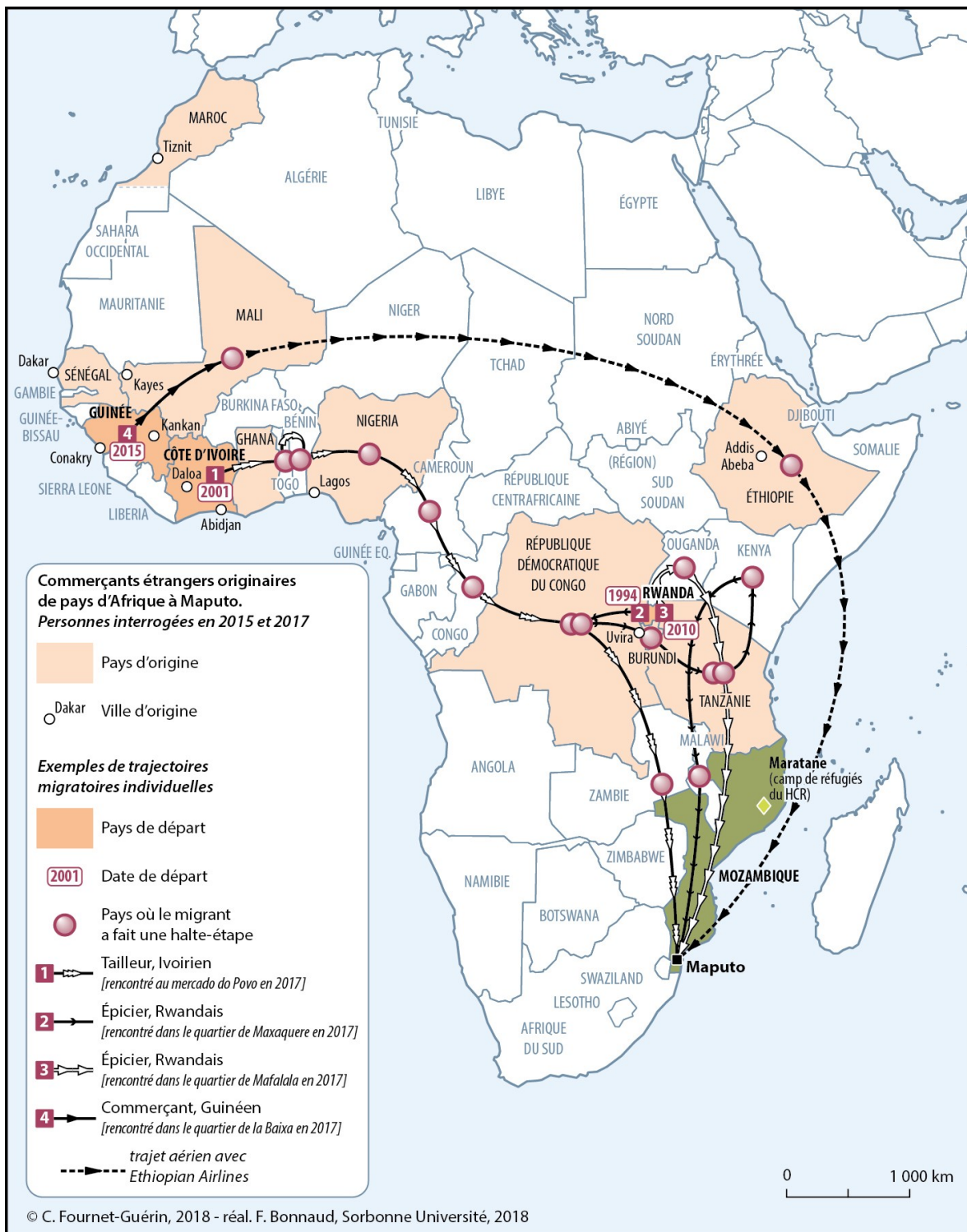
Le Mozambique s’avère également une destination attractive du fait de sa position géographique, à proximité de l’Afrique du Sud, grand pôle d’immigration en Afrique. Selon Miambo (2017), il serait devenu un pays de transit et Maputo une ville “porte d’entrée”, les migrants attendant quelques mois l’occasion de pouvoir passer illégalement dans le pays voisin, une fois un pécule suffisant amassé. Wetimane (2012) l’expose à propos de Somaliens : “Le but n’est pas Maputo, mais l’Afrique du Sud. Ils peuvent rester 5 mois à Maputo et après partir pour ce pays. [...] Maputo est une rampe de lancement” (Wetimane, 2012, p. 132, traduction personnelle). Certaines personnes rencontrées ont évoqué spontanément cette possibilité. Toutefois, la circulation entre les deux pays s’effectue dans les deux sens, puisque Maputo accueille également des déçus de l’Afrique du Sud, de nationalités diverses. C’est le cas d’une personne rencontrée en 2017 : partie du Nigeria, elle séjourna trois mois dans le pays, mais, déçue, elle vint en 2015 au Mozambique où elle avait des “amis”.

Le choix du Mozambique s’inscrit donc dans différentes stratégies migratoires, certaines politiques (obtenir aisément un statut de réfugié), d’autres sécuritaires (cf. *infra*), d’autres encore géographiques (la proximité de l’Afrique du Sud). Il existe également des motifs plus économiques, qui attirent des milliers d’Africains à Maputo en particulier.

Carte 1 : Les commerçants étrangers originaires de pays d’Afrique à Maputo : pays d’origine et exemples de trajectoires géographiques de migration

10 “*falsos refugiados*”

11 Les chercheurs spécialistes des questions de migrations ont remis en cause la dichotomie entre migrants forcés, dont les réfugiés, et migrants « économiques », qui partiraient de leur plein gré, pour mettre en évidence la porosité des catégories, la variété et la complexité des motivations, parfois pour une même personne au fil du temps ainsi que l’interpénétration des formes de déplacements. Pour une synthèse de ces débats et une mise en contexte dans les villes d’Afrique, voir Vivet, 2012, p. 37 sqq., et Simon-Lorrière, 2013, introduction.



2. Cap sur Maputo pour les Africains : motifs et modalités du choix

Une forte présence des Africains dans le commerce de quartier et de détail

Dans le nord du pays où vivent également de nombreux étrangers, c'est surtout l'activité minière qui attire. La situation est fort différente à Maputo, située à l'extrême sud du pays, dans une région qui ne présente aucune ressource naturelle particulière. Les migrants

africains s'insèrent alors dans la vie économique de la capitale¹². Il s'agit de personnes qui développent dans leur immense majorité une activité de commerce de détail¹³, formelle et installée dans des locaux fixes, c'est-à-dire non ambulante. Là se trouve une singularité de Maputo : en majorité, les commerçants de quartier y sont étrangers, à tel point qu'ils sont désignés par le terme générique de « Burundais » (*O Burundês*), et ce quelle que soit leur nationalité, qu'il s'agisse d'un Rwandais, d'un Congolais, d'un Tanzanien ou bien d'un Burundais (Serra, 2010, p. 121). Leur présence est attestée depuis le début des années 2000, il s'agit donc d'un phénomène relativement récent. Dans le livre collectif consacré à la perception des étrangers par les Mozambicains (*ibid.*), plusieurs témoignages situent entre 2000 et 2005 l'arrivée des premiers commerçants étrangers africains.

Cette présence est très diffuse géographiquement. Dans tous les quartiers de Maputo, des plus centraux aux plus périphériques, la figure de l'épicier burundais (cf. figure 1) ou du droguiste ou vendeur de pièces détachées automobiles nigérian est avérée (cf. figure 2). Tous ont installé leur commerce dans un conteneur (*contentor*), qu'ils ont acheté (au port ou à un intermédiaire) et qui a été acheminé là où ils se trouvent (cf. figure 3). Ils versent un loyer pour le terrain et s'acquittent d'une licence pour l'activité commerciale, auprès des autorités municipales. Beaucoup plus rares sont les boutiques en dur. Le travail de terrain a permis de rencontrer des dizaines de *contentores* tenus par des étrangers, mais pas d'en établir une estimation chiffrée. Le phénomène est cependant massif, et, s'il existe des épiceries ou d'autres commerces de quartier et de détail tenus par des Mozambicains, il semble manifeste que leur nombre est moindre. Un homme indique, pour le quartier péricentral de Mafalala, la proportion de « 50/50 » : sans que cela soit à prendre au pied de la lettre, cela signifie tout de même que la présence des commerçants africains est très importante.

Figure 1 : La configuration emblématique du conteneur aménagé en épicerie de quartier à Maputo, tenu par une Burundaise. Quartier de Mafalala.



Source : cliché personnel, Maputo, 2015.

12 Selon l'INAR, en 2017, seuls 12 % des réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés dans le pays résident dans la ville de Maputo (3 560 personnes sur 28 495).

13 Des Africains exercent d'autres professions, mais en proportion moindre : les Zimbabwéens sont très présents dans le secteur de l'enseignement de l'anglais (langue peu maîtrisée par les Mozambicains mais recherchée sur le marché de la formation), certains Rwandais sont pharmaciens ou enseignants à l'université – un a été rencontré. La liste n'est probablement pas complète et elle reste à dresser, mais il n'a pas été possible de recueillir d'autres informations en dehors des professions susmentionnées.

Figures 2 et 3 : Autre élément paysager emblématique des quartiers périphériques de Maputo, le conteneur de pièces détachées automobiles, tenu par un Nigérian. Bairro de Magoanine.



Source : cliché personnel, Maputo, 2017.



Source : cliché personnel, Maputo, 2017.

Réseaux diasporiques transafricains et trajectoires migratoires individuelles

Pour expliquer cette présence, outre le contexte mozambicain évoqué plus haut, il est nécessaire d'avoir recours à la notion de diaspora. Les ressortissants étrangers rencontrés ont pour la plupart bénéficié de l'aide de leur communauté nationale, que ce soit à travers un capital ou à travers la diffusion d'informations leur permettant de s'installer : *“le conteneur, ça coûte assez cher, on se finance avec la famille en Europe ou au Canada qui envoie de l'argent”*, explique Jean-Pierre, installé à un carrefour très fréquenté à Maxaquene. Un Guinéen gérant une boutique de prêt-à-porter explique avoir bénéficié d'un prêt de cinq mille dollars de la part de son oncle, qu'il a pu rapidement rembourser une fois son activité lancée. Nombre de jeunes commis ont été rencontrés dans les boutiques de vêtements de la Baixa (cf. figure 4). Ils sont pour la plupart fraîchement arrivés de leur pays d'origine et travaillent pour un membre de leur famille, espérant à leur tour pouvoir s'installer. Ainsi, un jeune homme d'une vingtaine d'années, vêtu avec élégance, rencontré dans une boutique de la Baixa en 2015, raconte être originaire de la petite ville de Kayes au Mali, être arrivé à Maputo quatre mois auparavant, et avoir pris l'avion pour la première fois à cette occasion. L'entretien a permis de révéler qu'il n'avait jamais quitté Kayes avant de venir à Maputo. Les Guinéens sont ainsi très organisés et la mobilisation de capitaux au sein du groupe permet l'installation des nouveaux arrivés. Il en va de même pour les Congolais ou les Rwandais. Beaucoup sont des entrepreneurs qui ont bénéficié d'un prêt ou d'une aide financière au sein de leur communauté. C'est ce qui explique leur réussite visible et perçue comme soudaine par les Mozambicains qui ne la comprennent pas (cf.

infra). Nombreux sont d'ailleurs polyglottes (plusieurs langues africaines, le français ou l'anglais, le portugais appris rapidement) avec un niveau d'études supérieur dans leur pays d'origine. La plupart des personnes interrogées étaient par ailleurs d'origine citadine, qu'il s'agisse de la capitale de leur pays, fréquemment, ou d'autres villes (cf. carte 1).

Figure 4 : Dans le quartier central de la Baixa, nombre de commerces de vêtements sont tenus par des Africains de l'Ouest, dans des boutiques appartenant à des Indo-mozambicains.



Source : cliché personnel, Maputo, 2015.

Pour autant, la trajectoire des Africains de Maputo n'est pas linéaire. Plusieurs histoires de vie ont permis de mettre en évidence des parcours longs et heurtés, sans but précis. Ainsi, un homme, parti de Côte d'Ivoire à la fin des années 1990, a voyagé durant plus de deux ans, de pays voisin en pays voisin, pour s'installer depuis 2001 à Maputo, dans un marché de la ville où il tient une boutique de tailleur (cf. carte 1, trajectoire 1). Un autre, épicier à Maxaquene B/C a quitté le Rwanda en 1994, à l'âge de treize ans. Il raconte avoir traversé le Congo, le Burundi, la Tanzanie, le Kenya [donc sans doute ensuite avec une nouvelle traversée de la Tanzanie, non mentionnée] et le Malawi pour arriver au Mozambique, le tout en quelques années, le temps de gagner de l'argent pour pouvoir repartir, souvent en bus (cf. carte 1, trajectoire 2). Un troisième, jeune, dit avoir quitté le Rwanda en 2010, puis avoir été à Kampala en Ouganda, puis en Tanzanie puis au Mozambique. Ce dernier n'est pas passé par le camp de Maratane et dit avoir voyagé "*en famille*" (cf. carte 1, trajectoire 3).

Nombre de personnes rencontrées ont ainsi accumulé une longue expérience migratoire, et vécu dans plusieurs pays¹⁴, par nécessité ou par choix, appris plusieurs langues et ne savent pas si leur périple est ou non achevé. À la question "*pensez-vous rester à Maputo ?*", très rares sont ceux qui ont répondu oui. Pour la plupart, la réponse était non avec le désir de rentrer dans le pays d'origine, ou plus souvent une ignorance : "*On verra*", "*Pour*

14 À l'inverse, nombre de personnes avaient pour première expérience migratoire le Mozambique, qu'ils avaient rallié en avion, *via* l'Ethiopie ou le Kenya, grâce aux lignes aériennes connectant plusieurs pays d'Afrique via ces hubs aéroportuaires en plein essor depuis les années 1990.

l'instant je suis ici”, “*Je ne sais pas*”, “*Pour l'instant on est ici, l'avenir c'est devant [rires]*” conclut une commerçante guinéenne.

À « l'aventure » à Maputo

Enfin, il ne faut pas sous-estimer la part de mise en valeur personnelle de son parcours : dans ce cas, fréquent, qui transcende les motivations politiques ou économiques, du moins dans le discours, on retrouve à Maputo comme partout ailleurs en Afrique et dans le monde, la figure de “*l'aventurier*” (Louis, 2009). Pour ces hommes¹⁵, souvent jeunes, célibataires, quitter son pays pour tenter sa chance à l'étranger constitue un parcours valorisé et désiré. De ce fait, ils se représentent sans attache particulière, indifférents au lieu actuel de résidence, désireux de repartir au gré des occasions qui s'offrent à eux, et se présentent comme résistants, solides, endurants face aux difficultés. À une question posée sur les différences concernant l'alimentation au Mozambique par rapport à la Guinée, un homme répond : “*Je suis déjà un aventurier, alors, je m'adapte, ça n'a pas d'importance*” (tailleur au *mercado do Povo*, de Guinée). D'autres mettaient en avant cette notion d'aventurier ou de *traveller* en anglais comme notion suffisante à décrire et à justifier l'ensemble de leur trajectoire migratoire, leur situation actuelle et leurs éventuels projets : “*On est des voyageurs, et c'est tout [...] En tant que voyageur, je vais bouger de nouveau. J'aimerais aller en Australie ou au Canada*¹⁶” expose un commerçant nigérian à Maxaquene B/C. “*Nous autres Marocains, nous sommes comme les Libanais, nous aimons voyager. Des Marocains, il y en a dans n'importe quel coin du monde*¹⁷”. Le secrétaire général du Bureau des Guinéens emploie également la notion, mais pour souligner les limites de ce mode de vie : “*À l'aventure, ce n'est pas facile*”. À un autre à qui il était demandé, en français, s'il était un aventurier, il répondit que oui, avec enthousiasme, comme s'il n'attendait que ce mot pour s'en emparer.

Figure 5 : La boutique de Mohamed, Guinéen, « à l'aventure » dans le quartier de Fajardo.



Source : cliché personnel, Maputo, 2015.

15 Si Thomas Fouquet (2007) étend la notion aux femmes, aucune “*aventurière*” n’a été rencontrée parmi les femmes interrogées lors de nos terrains à Maputo. Cependant, dans le cadre des entretiens, plusieurs femmes ont été rencontrées. Elles sont toutefois fort minoritaires (6 sur 45 personnes dans l’échantillon). Des hommes ont indiqué être venus en famille ou bien avoir été rejoints par leur conjointe.

16 “*We are all travellers and that's all [...]. As a traveller, I will move. I would like Australia or Canada.*”

17 Sans qu’il n’en fasse mention, les propos de cet homme permettent de l’identifier comme membre de la diaspora commerçante soussi, très ancienne et très présente dans le commerce de détail, au Maroc, en Europe et ailleurs. Cette diaspora a été étudiée par Ma Mung et Guillon, 1986 (p. 118).

Ainsi, ces Africains, quelle que soit leur origine, sont installés à Maputo, certains depuis de longues années, certains depuis quelques mois, parfois pour peu de temps. Cependant, tous sont identifiés comme étrangers par les Maputéens, et tous, de par leur activité de commerçant pour la plupart, ont des interactions permanentes avec ceux-ci. Quelles sont les représentations réciproques de ces populations ?

3. Représentations réciproques entre locaux et commerçants étrangers d'origine africaine

Une représentation positive de leur société et de leur ville d'accueil par les commerçants africains

Tous les commerçants africains rencontrés ont affirmé apprécier le pays et les habitants de Maputo, sans exception, même si certains ont pu exprimer certaines réserves ou émettre des critiques ciblées (cf. *infra*). Bien sûr, il peut s'agir d'un biais d'enquête, un étranger n'ayant pas intérêt à critiquer tout de go son pays d'accueil face à un autre étranger, ne sachant pas à qui il a affaire. Cependant, les entretiens menés par des Mozambicains en 2009 auprès des mêmes commerçants étrangers africains ont révélé le même type d'avis (Serra, 2010), et, surtout, nombre de Mozambicains ont exprimé une position relativement similaire réciproquement¹⁸. On est donc porté à penser que ces déclarations, même si elles sont à manier avec prudence, ne sont pas extravagantes et présentent au moins une certaine conformité avec la réalité des inter-relations. Il serait possible de multiplier les réponses des personnes rencontrées à la question "*C'est comment la vie ici ?*" : "*Le Mozambique c'est un pays libre, on n'a aucun problème, on a les mêmes droits que les Mozambicains. C'est le meilleur pays d'Afrique*" dit en 2017 Jean-Pierre, Congolais, épicier ; "*Je me sens libre ici, c'est comme si j'étais au pays*" commente sa femme, en 2015 ; "*La vie ici c'est très bien, c'est OK ici*", déclare Mohamed, un gérant d'épicerie guinéen dans le quartier populaire de Fajardo.

De même, dans les entretiens menés en 2009 à Matola, les propos rapportés par les enquêteurs (Serra, 2010) signalent une bonne appréciation des Mozambicains par les commerçants étrangers, qu'il s'agisse des relations interpersonnelles, de la clientèle, des autorités administratives, voire des possibles relations matrimoniales. Ces entretiens retranscrits confirment les propos entendus en 2015 et en 2017 dans d'autres quartiers de Maputo, ce qui permet de conclure à une stabilité dans le temps de cette situation d'une part, et du fait qu'elle semble homogène partout dans la ville, quelle que soit la localisation du quartier d'enquête. En entretien, nombre de commerçants ont évoqué spontanément les droits dont ils jouissaient au Mozambique, à commencer par l'octroi automatique de la nationalité du pays aux enfants nés sur place, quelle que soit la nationalité et la situation des parents. Ce droit du sol est considéré comme très appréciable et participe d'un avantage décisif du pays par rapport à d'autres.

D'autres, nombreux également, ont évoqué la sécurité importante à Maputo : sécurité physique, leur vie ou leur intégrité corporelle n'étant pas menacée, tranquillité d'esprit également car ils ne se sentent pas vulnérables. Plusieurs personnes ont ainsi répondu à la question "*Aimez-vous Maputo ?*", en centrant leur argumentation sur la sécurité, pour eux et pour leur famille. Pour des gens ayant fui des régions en guerre, comme les ressortissants des Grands Lacs, cet état de fait est considéré comme primordial. Lors de l'entretien, la question de la xénophobie a été posée en faisant allusion à la situation en Afrique du Sud, où des commerçants étrangers, dont des Nigériens et des Congolais, avaient été attaqués, pillés et parfois blessés, voire tués. La réponse comportait toujours une mise à distance forte, en insistant sur la différence de comportement des Mozambicains : "*La xénophobie ?*

18 Il s'agit de personnes ressources (universitaires, chercheurs, personnels de l'ambassade de France, de l'Institut français du Mozambique), ou de commerçants mozambicains, de chauffeurs de taxi, etc.

Il n'y en a pas, ils ne sont pas comme les Sud-Africains. S'il y a un problème, le gouvernement va défendre les étrangers, il va envoyer les policiers" (commerçant guinéen de la Baixa, 2017) ; *"Les Mozambicains ne cherchent pas d'ennuis aux autres Africains"*¹⁹ (Nigérian, travaillant dans un conteneur de pièces détachées automobiles, Magoanine, 2017). Pas un seul commerçant interrogé ne s'est senti concerné par la situation en Afrique du Sud ni n'a évoqué une possible contagion, ni n'a narré un épisode similaire, fût-ce de loin. Trois commerçants ont cependant évoqué des attaques contre les conteneurs lors des périodes de tensions sociales, comme des grèves, mais ont souligné qu'ils n'étaient pas visés en tant qu'étrangers, mais en tant qu'épiciers détenant des marchandises et du capital²⁰. C'est une inquiétude pour eux, mais sporadique, et qui est probablement partagée par tous les commerçants de la ville, y compris les Mozambicains.

Regards de Maputéens sur la présence des commerçants étrangers : entre valorisation, réticences et crainte de la concurrence

Réciproquement, les habitants de Maputo ne développent pas de discours frontalement ouverts contre la présence des commerçants étrangers. Plusieurs personnes interrogées ont même évoqué la situation de façon neutre ou positive : *"les commerçants des Grands lacs, ils sont sympathiques, ouverts"* déclare Joaquim, professeur de français. Luis narre l'anecdote suivante : *"On voit qu'ils font des choses difficiles, qu'ils travaillent beaucoup, qu'ils vont s'approvisionner partout. Un jour, dans mon quartier [Aeroporto A], le contentor a été pillé, une fois, le lendemain, il n'y avait plus rien à manger ! Alors là, tout le monde s'est rendu compte."* Un chauffeur de taxi évoque toutefois une présence jugée envahissante : *"par ici, c'est plein d'étrangers ; ce n'est pas bien parce qu'ils ont du travail et nous les Mozambicains non"*²¹ ; mais les propos sont toutefois exprimés sans agressivité, sur le mode du constat plutôt. Pour nombre de Mozambicains, il existe par ailleurs une fierté d'être un pays accueillant, ouvert aux étrangers, avec une volonté très forte de se différencier des Sud-Africains, dont ils sont eux-mêmes les victimes de l'attitude hostile quand ils y séjournent (Vidal, 2014). Les discours officiels des autorités et le ton des articles de la presse nationale confirment ces résultats.

Cette question n'a pas pu être explorée plus avant, mais le groupe de chercheurs mozambicains autour de Carlos Serra l'a fait (2010). La lecture des entretiens retranscrits conduit à la synthèse suivante : les citoyens expriment des réticences envers les commerçants étrangers, considérant qu'ils sont protégés par les autorités, qu'ils ont un accès facilité au crédit bancaire (ce qui semble indiquer qu'ils méconnaissent l'entraide interne au groupe) et qu'ils exploitent leurs salariés mozambicains, les réduisant à des tâches subalternes comme porter les sacs ou nettoyer le conteneur, et leur interdisant la gestion de la caisse (ce qui, de fait, a été observé lors des situations d'entretiens : les employés mozambicains pouvaient vendre les marchandises mais pas encaisser). Plus encore, les citoyens interrogés lors de cette enquête font état de rumeurs dévalorisantes concernant les étrangers : ils seraient sorciers, sans précisions, et leur épicerie ou boutique constitueraient une couverture pour masquer leur activité réelle, qui explique leur

19 *"Mozambicans do not do trouble to other Africans"*

20 En 2008, des "émeutes de la faim" ont lieu à Maputo qui se traduisent par de telles expériences. Cependant, le mouvement visait plus particulièrement les « possesseurs de voiture », autrement dit des gens plus aisés, quelle que soit leur origine. Il s'agissait donc d'une violence de classe et non ethnique. Un pharmacien rwandais interviewé en 2009 raconte qu'en 2008 précisément, en même temps que les émeutes xénophobes en Afrique du Sud, les commerçants étrangers du quartier venaient mettre leur voiture à l'abri dans son terrain clôturé par un haut mur (*"à ce moment-là, ma maison a servi de cachette pour les voitures de tous les Burundais"*). Il conclut son entretien en disant que *"mais en général, le peuple mozambicain est bon, nous nous entendons bien."* (Serra, 2010, p. 147, traduction personnelle).

21 *"aqui e cheio de estrangeiros, não e bom por que eles têm trabalho e nos Moçambicanos não."*

richesse, celle du trafic de drogue. Cette assertion revient fréquemment dans la bouche des Mozambicains interrogés, au point que la figure du “*traficante*” qui utilise sa boutique comme paravent semble synonyme de Burundais (Serra, 2010, p. 122), qu’il se livre au trafic de drogue, d’organes ou au blanchiment d’argent, autrement dit au “*negocio sujo* [combines, trafic]” (p. 156). Les commerçants des marchés signalent également qu’en cas de décès d’un confrère mozambicain, les étrangers ne participent pas à la collecte pour aider sa famille, ce qui est mal perçu. Sur douze entretiens, douze expriment des critiques envers les commerçants étrangers (quartier de Patrice Lumumba à Matola, une commune périphérique à Maputo) et six sur douze expriment également une vision positive de ceux-ci. Toutefois, la méthodologie est à considérer avec précaution car les personnes mozambicaines interrogées étaient toutes soit dans le commerce (vendeurs ambulants, au marché de quartier, chef du marché), soit chauffeurs de taxi, autrement dit dans des professions directement concernées par la concurrence commerciale représentée par les étrangers, soit encline à bavarder et à dépeindre les traits négatifs d’une situation pour les chauffeurs de taxi, selon une situation observée ailleurs dans le monde.

En effet, il semble que les griefs se concentrent sur la concurrence commerciale et sur l’enrichissement, réel ou supposé, des commerçants étrangers. Alors même que les Mozambicains n’ont guère l’expérience du commerce, ni pour beaucoup n’en ont le goût (cf. *supra*), l’apparente réussite des étrangers suscite de la jalousie. Cela n’a rien d’original et de telles situations s’observent dans d’autres pays dans lesquels des étrangers occupent une place importante dans le commerce de détail (Ma Mung et Guillon, 1986). Le caractère déséquilibré de la relation commerciale est très clairement perçu par les étrangers. Le gérant guinéen d’un magasin de prêt-à-porter dans la Baixa explique ainsi : “*La population d’ici n’aime pas travailler. Ça devrait être l’inverse : normalement, les étrangers, ils sont les employés et les nationaux, les patrons ; ici c’est l’inverse, ce sont les natifs du pays qui sont employés, c’est pas normal*”.

Réciproquement, les seules critiques ouvertes émises par les commerçants étrangers envers les Mozambicains concernent les groupes de jeunes hommes alcoolisés qui les harcèlent et les rackettent les vendredis et samedis soirs, en les menaçant de violence. Plusieurs commerçants ont ainsi expliqué préférer habiter à une certaine distance du conteneur, dans des quartiers calmes, sans souïards, sans bruit nocturne également. Malhangalene est ainsi préféré à Maxaquene, pourtant séparé d’une voie rapide seulement, mais étant localisé dans l’ancienne *cidade*, tandis que Magoanine est présenté comme plus calme que l’environnement immédiat du conteneur à Albazine. En revanche, plusieurs ont évoqué, parfois à mots couverts, un harcèlement policier à leur rencontre. On touche ici directement au droit à la ville : être commerçant étranger donne-t-il accès à la même manière de pratiquer l’espace urbain que les nationaux ?

4. “*Ici je suis bien*” : vivre à Maputo et formes de droits à la ville pour les commerçants africains

Des débats récents sur la notion de droit à la ville pour les habitants des villes du Sud ont été développés (Morange et Spire, 2014). Cette notion est ici entendue au sens de la possibilité pour les habitants, y compris ceux les plus récemment arrivés en ville, de vivre de manière pérenne et sûre dans la ville (droit de rester en ville), d’y développer toutes les formes qu’ils souhaitent de la vie urbaine, notamment en participant à celle-ci (possibilités d’épanouissement en tant que citoyen), d’accéder aux équipements urbains et enfin d’être reconnus en tant que citoyens à part entière (droit d’être en ville). Le géographe Bernard Bret (2013, p. 111-112) le formule comme suit : “*Le droit à la ville, [...] c’est le droit d’y habiter au sens fort du mot, c’est-à-dire de l’habiter, d’y avoir sa place dans l’espace public et d’y être reconnu par tous comme citoyen.*”.

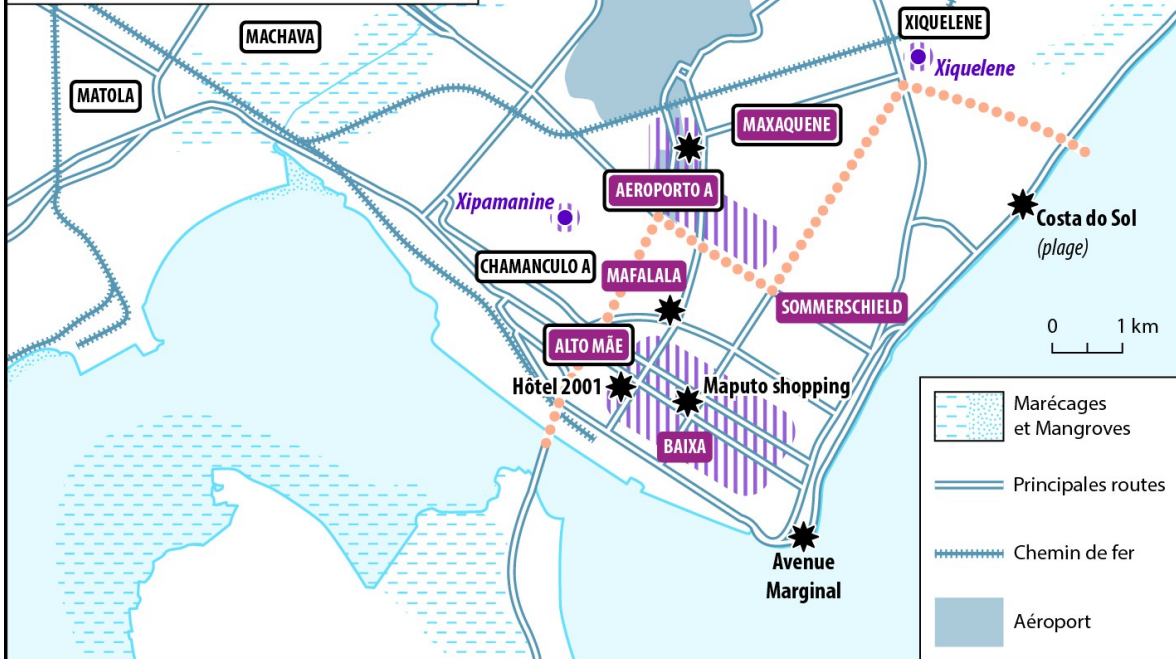
Il est alors possible de transposer la formule de Mark Purcell (2013), “*le droit de bien habiter les espaces urbains*”²² aux commerçants africains de Maputo afin d’examiner dans quelle mesure ce droit s’exerce ou non. Il s’agit alors d’aller à l’encontre des idées reçues considérant les réfugiés comme étant seulement des victimes, et les petits commerçants comme étant forcément dominés (Monsutti, 2005). Pour ce faire, on envisagera les pratiques citadines ordinaires comme des formes de droit à la ville pour les étrangers, en examinant dans quelle mesure ils y ont accès ou non. À propos des réfugiés urbains, Jeanne Vivet (2012, p. 53) considère ainsi que la citadinisation constitue une forme de droit à vivre en ville : “*la citadinisation est un processus dialectique dans lequel le migrant est transformé par la ville qui est, en retour, transformée par l’arrivée des migrants*”.

Partant de cette hypothèse, une grille d’analyse sur la manière dont les gens, quelle que soit leur origine, vivent en ville, la pratiquent et se la représentent, a été appliquée aux commerçants étrangers et comparée, via les travaux précités de Jeanne Vivet, aux résultats portant sur la population d’origine maputéenne. Des questions telles que : “*Où logez-vous ?*”, “*Trouvez-vous que Maputo est une belle ville ?*”, “*Que faites-vous les jours où vous ne travaillez pas ?*”, “*Quels sont les endroits que vous aimez bien à Maputo ?*” ont été posées.

Carte 2 : La répartition des commerçants étrangers originaires de pays d’Afrique dans l’agglomération de Maputo : dispersion géographique, présence diffuse et lieux de vie



- Limite d'origine coloniale structurant les représentations entre la «cidade» (la ville) et les «bairros» (les quartiers) péri-urbains (au nord et à l'ouest)
- Quartiers où ont été rencontrés des commerçants originaires de pays d'Afrique (2015, 2017)
- Lieux de résidence mentionnés : une dispersion géographique dans l'agglomération
- ★ Lieu de sociabilité mentionné, ou siège d'association d'originaires, ou lieu de culte identifié à un groupe de ressortissants africains
- ▨ Quartier où se concentrent plus particulièrement les commerces tenus par des Africains (épicerie, pièces détachées automobiles, matériel électronique ...). Partout dans l'agglomération, présence d'épicerie-conteneurs
- Marché de détail et de gros



Lieux du quotidien et spatialités des Africains commerçants à Maputo : des pratiques citadines marquées

L'analyse des réponses met tout d'abord en évidence l'absence de concentration résidentielle des étrangers à Maputo et donc leur dispersion géographique dans l'agglomération, et ce, quel que soit le groupe national d'origine : "il n'y a pas un lieu ici où l'on dit, ici c'est le lieu des Guinéens", expose le secrétaire général du Bureau des Guinéens de la capitale. "Il y a un mélange"²³ commente une femme mozambicaine à la question posée sur l'existence ou non de quartiers concentrant une forte population étrangère. "Les étrangers sont dispersés"²⁴ ou "Nous sommes tous dispersés"²⁵ a été très souvent entendu²⁶. De fait, la carte des lieux de résidence des personnes rencontrées témoigne d'une grande variété de quartiers, même si certains comme Alto Mãe apparaissent comme plus recherchés en raison de leur proximité de la Baixa, pour les Guinéens notamment (cf. carte 2). De ce fait, l'insertion citadine des étrangers est ainsi facilitée puisqu'au quotidien, ils fréquentent des Mozambicains. Pour tous les menus actes de la vie quotidienne, comme se nourrir, se déplacer en minibus ou se rendre au culte le vendredi pour les musulmans ou au temple ou à l'église pour les chrétiens le dimanche, le cadre de vie habituel est mozambicain.

Ainsi, la question des déplacements s'avère centrale pour envisager la qualité de l'insertion urbaine et la liberté d'accéder à l'espace public. Les plus aisés des commerçants disposent de véhicules personnels, ils l'ont souvent mentionné. Les plus modestes, souvent plus jeunes et plus récemment arrivés, se déplacent en minibus collectif, les *chapas*, ou sont véhiculés par leur patron. Aucun n'a évoqué une quelconque forme de restriction à leur mobilité en ville, contrairement aux Mozambicains de Johannesburg qui se cachent, évitent certains endroits ou préparent soigneusement leurs déplacements en raison de la criminalité (Vidal, 2014), tout comme les Congolais du Cap (Maïga, 2018). Au contraire, l'analyse des entretiens révèle une mobilité libre, souvent à rayon d'action limité, mais toujours possible. Cette mobilité est fréquente à l'échelle internationale, puisque nombre de commerçants ont évoqué plusieurs voyages, à Dubaï, en Thaïlande, en Afrique du Sud ou ailleurs, toujours pour s'approvisionner, souvent à raison de plusieurs voyages par an²⁷. Un Nigérian âgé de 38 ans dit avoir été en Chine, en Malaisie, au Ghana... Un homme, tailleur, ivoirien, a parlé du Swaziland comme d'un pays "distrayant" où il aimait aller en vacances de temps à autres. Ces déplacements ne sont bien sûr possibles que pour les migrants titulaires de permis de séjour légaux, la DIRE (*Documento de Identificação de Residência para Estrangeiros*), et non pour les réfugiés, qui, même s'ils en ont le droit, sont réticents à sortir du pays (selon les personnes rencontrées) et *a fortiori* pour les migrants sans statut légal. Ces informations confortent l'hypothèse de personnes au fort capital économique et social, dotées de grandes « compétences » de mobilité à différentes échelles spatiales et très insérées dans des réseaux commerciaux d'envergure mondiale.

Pour la pratique de leur culte, les informations données par les commerçants étrangers convergent toutes : à Maputo, le culte est libre, personne ne l'entrave et ils se sentent à l'aise. Pour les chrétiens, nombreux sont ceux qui fréquentent une église de quartier, ou le temple

23 "Ha uma mistura"

24 "Os estrangeiros são espalhados"

25 "Somos todos espalhados"

26 C'est même le cas pour la population chinoise, contrairement aux idées reçues. Source : enquêtes de terrain.

27 Ces liens commerciaux avec le reste du monde font l'objet d'une autre recherche, qui concerne l'ensemble des étrangers commerçants à Maputo et non seulement les Africains (Fournet-Guérin, 2019). Pour tous, le rayon d'action est large, avec des voyages fréquents en Asie, notamment à Dubaï, Bangkok, Guangzhou, Hong Kong, Yiwu... Les commerçants s'y déplacent pour y effectuer leurs achats et les font ensuite expédier par conteneur à Maputo. L'approvisionnement peut également être plus proche, à Johannesburg, auprès des grossistes chinois.

d'une « nouvelle église » évangélique, très actives dans le pays. Ainsi, plusieurs commerçants nigériens rencontrés à Aeroporto A ont déclaré appartenir à l'église « *Winners* » et fréquenter le même temple²⁸. Les musulmans quant à eux ont dit fréquenter sans aucun problème les mosquées mozambicaines, comme celle de la rue Josina Machel ou la plus ancienne du pays, située dans la Baixa. En 2017, plusieurs ont parlé de la construction en cours, sur la route de l'aéroport, à proximité du supermarché Shoprite, d'une mosquée financée par les fidèles originaires principalement d'Afrique de l'Ouest (Mali, Sénégal, Guinée, Nigeria). À la question de savoir si, une fois construite, la mosquée serait réservée à ces ressortissants ou bien ouverte à tous les fidèles, l'interlocuteur a répondu par la deuxième possibilité, considérant la question comme particulièrement incongrue, comme si l'idée d'une ségrégation par nationalité était absurde, en dépit de son financement « communautaire ».

Enfin, c'est peut-être par les loisirs et les formes de sociabilité citadine qu'il est possible de mieux cerner les liens entre droit à la ville de fait et citoyenneté pour les commerçants étrangers. En effet, les personnes rencontrées ont évoqué des moments non liés au travail et librement choisis. Dès lors, pour tous ceux qui ont cité des lieux ou des pratiques, il s'agit de lieux et de pratiques communes à l'ensemble de la population maputéenne, à niveau social comparable. Pour les plus aisés, c'est la plage ou le centre commercial moderne de la Baixa qui sont évoqués : « *La ville de Maputo, c'est bon. Le dimanche, on se promène, on va à Matola, à Costa do Sol [la plage]* » dit un commerçant guinéen de la Baixa (cf. figure 6) ; « *Le dimanche, on va à Maputo Shopping, on s'assoit là, voilà* », expose un autre gérant dans la même rue. D'autres évoquent la *Feira Popular*, une fête foraine très appréciée des citoyens (assez onéreuse quoique ancienne). Un homme d'origine ivoirienne, installé depuis près de quinze ans, raconte ses dimanches : « *On joue au foot tous les dimanches, avec des Mozambicains, des Maliens, des Ivoiriens, au Shoprite* ». D'autres font état du culte le dimanche matin, mais la plupart disent surtout se reposer (« *descanca-se* », on se repose, selon la formule consacrée en portugais pour caractériser l'activité dominicale principale) ou, au mieux, rendre visite à d'autres membres de la famille. En cela, les étrangers rencontrés ne se singularisent en rien par rapport aux Maputéens : ils s'insèrent dans la centralité commerçante existante du quartier colonial de la Baixa, dans les lieux de loisirs littoraux, et, à l'échelle des quartiers populaires et périphériques, les *bairros*, sont installés de manière diffuse au sein de la population locale (cf. carte 2). A ce titre, il est possible d'évoquer un « cosmopolitisme de voisinage », ordinaire et quotidien, qui serait à l'œuvre à la fois dans les *bairros*, essentiellement résidentiels, et dans les lieux centraux, commerciaux et de loisirs, de la ville (Fournet-Guérin, 2019).

Figure 6 : Se détendre le dimanche à la plage de Costa do Sol, un lieu de loisirs populaire et de sociabilité pour tous, Maputéens comme étrangers.



Source : cliché personnel, Maputo, 2015.

Plusieurs hôtels ont également été cités comme des lieux de sociabilité, cette fois plus communautaires : l'hôtel 2001 de la Baixa, manifestement haut lieu de rencontre des Africains francophones de la ville (dans lequel un rendez-vous a été fixé par un responsable

28 Il s'agit de l'Église évangélique nigérienne fondée à Lagos, très puissante, appelée *Winners Chapel*, qui est implantée dans nombre de pays d'Afrique. Son nom officiel est *Living Faith Church Worldwide*.

associatif pour un entretien), l'hôtel 2010 situé en périphérie et fréquenté le week-end par des Congolais. “*Des endroits que j’aime bien ? Je ne sais pas, j’aime bien cet endroit, ici, cet hôtel : je prends mon petit café le matin, je fixe mes rendez-vous ici, je fais des petites réunions, j’aime bien quoi*” commente un membre du bureau des Guinéens.

Ces remarques conduisent à rappeler un élément important : la grande majorité des personnes rencontrées étaient d’origine citadine avant leur arrivée à Maputo, qu’il s’agisse de la capitale de leur pays d’origine (Dakar, Addis Abeba, Conakry...), ou de villes plus petites ou périphériques (Uvira à l’extrême est de la RDC, Kankan en Guinée, Tiznit au Maroc ou Daloa en Côte d’Ivoire). Très rares étaient les personnes originaires de la campagne, c’était le cas pour des Rwandais notamment. On peut alors supposer que cette origine citadine a contribué à faciliter leur mobilité internationale et leur installation à Maputo, ainsi que le fait qu’ils s’y sentent à l’aise : aucun n’a évoqué la taille de la ville, des difficultés d’orientation ou de déplacement, ou d’autres problèmes urbains particuliers. Ainsi, on peut formuler l’hypothèse selon laquelle les Africains auraient développé des compétences citadines, une expérience de la ville qu’ils peuvent mettre à profit où qu’ils soient, à Maputo ou ailleurs. Dans cette optique, on peut envisager une condition citadine universelle, puisque nombre d’entre eux ont émis le désir d’aller vivre dans une ville de pays riche. Le droit à la ville, ou du moins une des composantes de celui-ci, pourrait donc être aussi la possibilité de circuler entre les villes, de s’y installer pour un temps plus ou moins long, et d’en repartir quand on le désire ou quand les conditions économiques ou politiques le requièrent. Les commerçants étrangers de Maputo semblent la mettre pleinement en application.

Mais aussi des limites au plein épanouissement de ces citadinités étrangères

Cependant, il importe de ne pas surinterpréter ce qui précède. En effet, nombre de commerçants rencontrés n’ont en fait qu’une faible connaissance de la ville, peu de perceptions de celle-ci, comme si seul l’échelon étatique comptait. “*Maputo ? J’aime bien parce que nous sommes ici*” déclare, de manière quasi tautologique, un commerçant guinéen de la Baixa. Un employé de *contentor* à Mafalala dit ne rien connaître de la ville, car il travaille tout le temps, tous les jours : à 7 h, une voiture vient le chercher à Machava et le dépose à son conteneur, où il travaille jusqu’au soir. Une Rwandaise, jeune, arrivée en 2016 et gérant une épicerie sur la place des Héros n’a jamais vu la mer, située à quelques centaines de mètres. Un épicier à Albazine travaille seul de 6 h du matin à 22 h, et se dit épuisé. Il ne quitte jamais le quartier, sauf pour faire les aller-retours avec son logement situé à 3 km de là, dans un autre quartier périphérique de la ville. Le gérant éthiopien de la chaîne de magasins de vêtements pour femme *Loja das Damas* ne peut pas citer d’endroit qu’il aime bien en ville, ni parler des différences entre Addis Abeba et Maputo. L’absence de discours sur la ville, sur les endroits appréciés, sur sa connaissance, est très répandue. Il faudrait approfondir pour comparer aux représentations des Maputéens, mais il semblerait toutefois que cette relative indifférence à l’espace urbain soit assez largement partagée. A l’instar des anciens déplacés de la guerre installés à Maputo, ces néo-citadins s’avèrent plus “*coincés*” que “*ancrés*” dans l’espace urbain, comme l’analyse Jeanne Vivet (2012). Ces migrants vivent en fait un quotidien très immobile.

Enfin, la question de la sécurité pour les étrangers dans la ville est au cœur de la notion de droit à la ville telle qu’elle est ici entendue. L’argument de Maputo comme une ville sûre est revenu à de nombreuses reprises dans les entretiens, de manière spontanée : un commerçant de vêtements sénégalais de la Baixa déclare : “*On se sent bien ici, il n’y a pas de racisme*”. Plus largement, le Mozambique entier est perçu comme tel : “*Ce pays est facile pour les étrangers*²⁹” résume un Burundais, épicier, à Mahotas. De nombreuses

personnes rencontrées ont évoqué la tranquillité du pays, son caractère pacifique, l'absence de violence qui y règne. Toutefois, d'autres propos ont contrebalancé cette vision quelque peu lénifiante : plusieurs interlocuteurs ont évoqué une vulnérabilité juridique, du fait de la difficulté d'obtenir le statut final officiel de réfugié (les gens demeurant souvent des années dans un entre-deux). D'autres ont également parlé, à mi-mot, du harcèlement dont ils faisaient l'objet de la part des forces de l'ordre, lesquelles les rackettaient systématiquement à chaque contrôle. Ce sujet délicat est à creuser, notamment pour déterminer si ces pratiques visent spécifiquement ou pas les étrangers, car les citoyens mozambicains s'en plaignent tout autant.

Toutefois, ces tensions ne se traduisent pas par la formation de groupes de pression auprès des autorités. Les commerçants africains de Maputo ne développent pas de revendications, leurs associations n'exercent pas de rôle politique et la principale préoccupation de ceux-ci en relation avec les pouvoirs politiques consiste en la discrétion. Ce point reste à approfondir, en comparant avec les ressortissants chinois, dont des chercheurs rapportent que des premiers mouvements de revendications ont émergé récemment, en termes de sécurité des commerçants (Bunkenborg, 2014). Une hypothèse pour expliquer cette discrétion et cette absence de revendications de droits pour les Africains réside dans le fait que nombre d'entre eux voient Maputo comme une simple étape dans un parcours migratoire, même si leur départ n'est pas programmé ni leur prochaine destination clairement envisagée (cf. *supra*). Pour des gens qui se voient comme en transit, même s'ils résident en ville depuis des années, même s'ils y ont eu des enfants de nationalité mozambicaine, même s'ils se sentent bien dans leur quartier où leurs relations sociales se déroulent avant tout avec des Mozambicains, etc., la nécessité de s'impliquer dans des combats revendicatifs destinés à améliorer une situation collective n'apparaît pas comme évidente dans ce contexte.

Conclusion

“Mon père maintenant, il a changé, il est Mozambicain” déclare avec emphase et humour un commerçant sénégalais de vêtements dans le quartier de la Baixa. Par là-même, il exprime plusieurs choses : tout d'abord l'installation trans-générationnelle en ville ; ensuite, l'acquisition d'une nationalité, aisément accordée et transmise ; également, au sens métaphorique, l'accès à une nouvelle identité, locale, qui s'ajoute à celle d'origine - voire la supplante. La ville comme refuge contribue ainsi puissamment à l'accueil des personnes en situation de mobilité internationale, lesquelles accèdent à un droit de vivre en ville et d'y rester tant qu'elles le souhaitent. À ce titre, et en dépit de certaines limites, Maputo incarne une forme de « ville pour tous » : pour les Africains étrangers qui y résident, pour quelques mois ou peut-être toute une vie, il est bien possible d'évoquer des droits à la ville multiples.

Parmi les autres pistes de recherche qu'ouvre cette étude figurent également la possibilité d'entrer par l'étude des lieux fréquentés par les citoyens, qu'ils soient locaux ou étrangers (la plage, le centre commercial...), afin d'envisager quelles interactions se nouent ou pas entre eux, à une échelle micro et en se penchant sur les pratiques. Cela pourrait permettre de tester les résultats ici émis de bonne cohabitation. Par ailleurs, l'étude gagnerait à être étendue à d'autres professions que les seuls commerçants ; une cartographie par relevés GPS des commerces tenus par des étrangers permettrait de mieux étayer l'argumentation et de spatialiser le phénomène. Pour mieux comprendre les différences de situations d'accueil entre villes et pays d'Afrique, il pourrait être également pertinent de creuser la question de l'articulation entre l'échelon local, la ville, et le national, qui met en place des cadres juridiques et des discours, accueillants ou hostiles, lesquels s'avèrent performatifs.

Les jalons ici posés, tout comme les prolongements possibles de la recherche, peuvent dès lors permettre de contribuer à l'étude des étrangers vivant dans les villes d'Afrique car ils dessinent les contours d'une ville accueillante, dans laquelle il est possible de vivre de

manière sereine, situation rarement mise en évidence en Afrique. Plus largement encore, le cas des Africains à Maputo révèle l'importance de la complexification des parcours migratoires entre pays dits du Sud, et ce, à l'échelle de tout le continent africain.

Bibliographie

- Agier M., 1983, *Commerce et sociabilité : les négociants du quartier Zongo de Lomé (Togo)*, Paris, ORSTOM.
- Bouillon A., 1999 (éd.), *Immigration africaine en Afrique du Sud. Les migrants francophones des années 1990*, Paris, IFRA/Karthala.
- Bourdarias F., 2009, "Migrants chinois au Mali, une pluralité de mondes sociaux", *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2009, Vol.25, No.1, 7-24.
- Bredeloup S., 2005, "Centralités commerciales, centralités immigrées à Abidjan", in : Capron G., Cortès G. et Guétat-Bernard H. (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, 249-272.
- Bret B., 2013, "Habiter le Brésil et habiter au Brésil", in : Bazin M., Fournet-Guérin C. et Rosière S. (dir.), *De Recife à Reims : récits géographiques. Mélanges offerts à Pernelle Grandjean*, Reims, Epure, 91-114.
- Bunkerborg M., 2014, "All part of the Master Plan? Ethnographic Encounters with the Chinese in Mozambique", in: Alden C., Chichava S., *China and Mozambique. From Comrades to Capitalists*, Auckland Park, South Africa, Jacana Media, 50-66.
- Cabaço J.L., 2009, *Moçambique : identidade, colonialismo e libertação*, São Paulo, Brésil, Editora UNESP.
- Cisse P., "Migration malienne au Cameroun", *Hommes et migrations* [En ligne], 1279 | 2009, 29 mai 2013. URL : <http://hommesmigrations.revues.org/295>
- Coquery-Vidrovitch C., Goerg O., Mandé I. et Rajaonah F. (dir.), 2003, *Etre étranger et migrant en Afrique au XX^e siècle. Enjeux identitaires et modes d'insertion*, vol. 2, Paris, L'Harmattan.
- Diop A., 2011, "Expressions spatiales de la mondialisation : le commerce chinois à Dakar", *Territoires d'Afrique*, No.1, 71-83.
- Fouquet T., 2007, "Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité : une dialectique actuelle du proche et du lointain", *Autrepart*, Vol.1, No.41, 83-98.
- Fournet-Guérin C., 2019, "Être étranger dans les quartiers populaires de Maputo (Mozambique) : un cosmopolitisme de voisinage aux périphéries de la mondialisation", *Revue européenne des migrations internationales*, accepté, à paraître.
- Jenkins P., 2013, *Urbanization, urbanism, and urbanity in an African city: home spaces and house cultures*, New York, Palgrave Macmillan.
- Lachartre B., 2000, *Enjeux urbains au Mozambique : de Lourenço Marquês à Maputo*, Paris, Karthala.
- Lefebvre H., 1968, *Espace et politique. Le droit à la ville, II*, Paris, Anthropos.
- Louis M., 2009, *Ethnologie de l'aventure : pratiques contemporaines de la mobilité masculine et productions identitaires en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso)*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg.
- Ludl C., "Repli sur soi et ouverture vers l'autre dans l'Afrique du Sud contemporaine", *Transcontinentales*, [En ligne], 8/9 | 2010, document 5, 31 décembre 2010. URL : <http://transcontinentales.revues.org/790>
- Macamo V., 2006, *A questão do refugiado : um estudo de caso de refugiados região dos Grandes Lagos na Cidade de Maputo, Moçambique*, Faculdade de Letras e Ciências Sociais, Departamento de Arqueologia e Antropologia, Universidade Eduardo Mondlane, Maputo.

- Maïga F., 2018, *Le droit à la ville au Cap (Afrique du Sud). Mobilités urbaines et lieux de sociabilités pour les Congolais (RDC)*, Mémoire de Master 2 de géographie, Lettres Sorbonne Université, 113 p.
- Malauene D., 2004, *The impact of the Congolese forced migrants "permanent transit" condition on their relations with Mozambique and its people*. A research Report for the degree of Master of Arts in Forced Migrations Studies, Johannesburg.
- Ma Mung E., Guillon M., 1986, "Les commerçants étrangers dans l'agglomération parisienne", *Revue européenne des migrations internationales*, Vol.2, No.3, 105-134.
- Miambo A., 2017, *La problématique des réfugiés et les modalités d'accès au droit d'asile au Mozambique (1975 – 2017)*, thèse d'anthropologie, Université Paris-Diderot.
- Mitchell D., 2003, *The Right to the City. Social Justice and the Fight for Public Place*, New York, Guildford Press.
- Monsutti A., 2005, "En suivant les réseaux de Kaboul à New York : quelques réflexions méthodologiques sur la recherche ethnographique parmi les migrants", *Ethnologies*, Vol.27, No.1, 33-53.
- Morange M. et Spire A., "Le droit à la ville est-il soluble au Sud ?", *Métropolitiques*, 22 octobre 2014. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Le-droit-a-la-ville-est-il-soluble.html>
- Mulungo E., 2012, "Momentos liminares : um estudo sobre a (re)construção das identidades dos imigrantes oriundos dos Grandes Lagos no bairro Zona Verde", *Faculdade de Letras e Ciências Sociais, Departamento de Arqueologia e Antropologia*, Universidade Eduardo Mondlane, Maputo.
- Peraldi M. (dir.), 2002, *La fin des norias ? : réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Purcell Mark, 2013, "To inhabit well: counter-hégemonic movements and the right to the city", in: *La ville comme bien commun*, Les Cahiers d'architecture, La Cambre-Horta, No.39, 178-184.
- Serra C., 2010, *O construção social do outro*, Maputo, Imprensa Universitaria.
- Simmel G., 1908, "Digression sur l'étranger", in : Grafmeyer Y. et Joseph I., *L'École de Chicago*, Paris, Le champ urbain, 1979, réed. Flammarion, 53-59.
- Simon-Lorière H., 2013, *Conditions de vie et projets migratoires des réfugiés libériens à Conakry (Guinée) et Accra (Ghana)*, thèse de géographie, Université de Poitiers.
- Spire A., 2011, *L'étranger et la ville en Afrique de l'Ouest : Lomé au regard d'Accra*, Paris, Karthala.
- Vidal D., 2014, *Migrants du Mozambique dans le Johannesburg de l'après-apartheid*, Paris, Karthala, et Johannesburg, IFAS.
- Vivet J., 2012, *Déplacés de guerre dans la ville : la citadinisation des deslocaados à Maputo*, France, Afrique du Sud, Karthala.
- Wetimane F., 2012, *A Imigração Ilegal em Moçambique : O Caso Somalis*, dissertação de Mestrado, Universidade Aberta, Portugal.
- Zamparoni V., 2000, "Monhés, Baneanes, Chinas e Afro-maometanos. Colonialismo e racismo em Lourenço Marques, 1890-1940", *Lusotopie*, 191-222.